

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard - 6 janvier 2025 - 1,50 €

N° 117

Bonne année

Nous voici donc en 2025, ce qui signifie que nous avons déjà atteint le premier quart du XXI^e siècle. C'est malgré tout un peu une surprise car tout semble être allé très vite, sans réelle rupture au cours de la période comme pour les siècles précédents. Ainsi, le premier quart du XIX^e siècle avait été marqué par la chute de Napoléon en 1815 tandis que celui du XX^e siècle aura été définitivement frappé par la Première Guerre mondiale entre 1914 et 1918.

Certes, le XXI^e siècle n'a pas pourtant pas été épargné par une succession de crises, crise économique en 2008, crise écologique plus difficilement datable mais clairement signalée par la Conférence de Paris en 2015, et crise sanitaire en 2020 et 2021 mais qui semblent déjà oubliées ou, plus sûrement, constituer un nouvel état permanent avec lequel il faut apprendre à vivre.

À cela s'ajoute, pour la France, la crise institutionnelle provoquée par la dissolution de l'Assemblée nationale en 2024 dont le président de la République a reconnu, à demi-mots, sa part de responsabilité à l'occasion de son traditionnel discours de vœux.

Pour 2025, il en a appelé à un ressaisissement avec une projection pour les 25 prochaines années rythmée par une consultation possible des citoyens pour en sanctionner les principales étapes. Que faut-il en pen-



ser quand on sait que le Haut-Commissariat au Plan, que son responsable vient d'ailleurs de quitter pour l'Hôtel Matignon, et que le Conseil national de la refondation, chargés l'un comme l'autre d'une mission prospective, ne se sont acquittés, à ce jour, de rien ou, du moins, n'ont rien partagé.

Dans ces conditions, il est difficile de se projeter positivement dans l'avenir et ce ne sont pas les prédictions

de Nostradamus qui sont de nature à nous rassurer puisqu'elles s'inscrivent, en les aggravant, dans la litanie des crises évoquées précédemment : elles annoncent en effet des bouleversements politiques secouant directement l'Europe, un réchauffement climatique ne cessant de s'accélérer et une grave crise économique entraînant des pénuries alimentaires et médicales, toutes choses qui pourraient

SOMMAIRE

P. 1 : Bonne année. P. 2 : La fin de l'ère Macron ? – Vers un référendum ? P. 3 : Lectures. P. 4 : Haro sur les vieux riches ! – Électricité. P. 5 : Agriculteurs. – La valse des cartes de vœux. – P. 6 : La prison au bord du gouffret. P. 7 : Boualem Sansal. – La Syrie envisage le modèle turc. P. 8 : Les folies de Trumps. P. 9 : Un ambassadeur trop catholique ? P. 10 : Francophonie. P. 11 : Jean-Baptiste Morvan. P. 12 : Cinéma : Le Déluge.

■ **Automobile** : Il y a eu 1,7 million d'immatriculations de véhicules neufs en 2024. Cela marque un recul de 3,2 % par rapport à 2023.

■ **Automobile** : Selon le ministre de l'intérieur Bruno Retailleau, 984 véhicules ont été incendiés au cours de la saint-Sylvestre 2025 (au lieu de 745 en 2024). Les assureurs soupçonnent un certain nombre de propriétaires de voitures classées en critère 3 d'avoir eux-mêmes incendié leur véhicule devenu inutile et invendable. Ce qui s'ajouterait au bilan carbone désastreux de cette mesure écologiste antipopulaire...

■ **Nucléaire** : Mis à la porte du Niger, le géant français du nucléaire Orano a annoncé fin décembre la signature d'un accord avec la Mongolie pour ses approvisionnements en uranium grâce à une mine située dans la province de Dornogovi. L'exploitation est prévue entre 2028 et 2070.

■ **Terrorisme** : Trois influenceurs algériens ont été arrêtés le 3 janvier, à Brest et à Échirolles et le 5 janvier à Montpellier. Ils lançaient des appels à la guerre sainte suivis sur TikTok par des centaines de milliers de personnes.

■ **Commerce** : Le magasin de la Fnac-Darty du 74, Champs-Élysées avait prévu une braderie de son stock, à partir du 4 janvier, à l'occasion de sa fermeture définitive programmée pour le 12 janvier. Mais l'afflux subit d'une foule de 3 000 personnes dès le petit matin a compromis les conditions de sécurité et la braderie n'a pas pu avoir lieu.

signifier « *le commencement de la fin* ».

Que reste-t-il pour se consoler ? Outre le fait que les prophéties de Michel de Nostre-Dame ne sont pas à prendre au pied de la lettre, il y a ce qui est finalement l'essentiel, à savoir l'Espérance.

Et pour nourrir celle-ci, l'Église catholique nous offre un beau cadeau en 2025 avec une Année jubilaire qui lui est justement consacrée. La veille de Noël, le pape François a ouvert la Porte sainte de la Basilique Saint-Pierre de Rome et toute l'année qui commence permettra à tout un chacun, à travers un programme riche et diversifié, de faire son examen de conscience et de réorienter sa vie dans la perspective du Salut.

Déjà, en 1912, Charles Péguy n'évoquait-il pas « *la petite sœur espérance* », celle qui « *voit ce qui n'est pas encore et qui sera, aime ce qui n'est pas encore et qui sera (et qui) fait marcher tout le monde* » ?

Alors, Bonne et Sainte Année à tous.

Fabrice de Chanceuil

La fin de l'ère Macron ?

Qui gouverne la France et où se trouve le siège du pouvoir ? Qu'en est-il de ces grandes métropoles de Paris, Lyon, Grenoble et Montpellier où toute une partie de la population – pas loin d'un quart des immatriculations – ne peut théoriquement plus se servir de son véhicule ? Qu'est devenue la vie quotidienne des ultramarins de la Guadeloupe, de la Martinique, de Mayotte et de la Nouvelle-Calédonie frappés par des violences et des ca-

tastrophes ? Qu'éprouvent tous ces habitants qui voient se multiplier jusque chez eux ces agressions sanglantes et ces meurtres de proches qui nourrissent une insécurité aggravée par les arnaques en tout genre et les insultes à tout propos ?

Lors de ses vœux de Nouvel An, la mise en images des Jeux de l'été et de la réouverture de Notre-Dame de Paris n'a égayé qu'un moment le triste constat du président de la République à propos de la funeste dissolution de l'Assemblée nationale : « *Cette décision a produit plus d'instabilité que de sérénité* ». S'affichant persuadé d'avoir « *prouvé qu'impossible n'était pas français* » et croyant toujours pouvoir « *bâtir une nation et une République plus belles encore* », il s'est une fois de plus abstrait des réalités concrètes. En fait, les citoyens sont de plus en plus nombreux à se retrouver dans une chanson qui court les réseaux sociaux : « *J'ai tout noyé l'pays d'blablas / Dis que j'étais le meilleur choix / Et puis voilà que... patatras / J'ai tout mis la France dans l'caca* ». Comment alors s'étonner que de nombreuses analyses n'écartent absolument pas la démission du chef de l'État, peut-être lors de l'un de ces référendums qu'il dit envisager ?

De son côté, François Bayrou, qui a réussi à faire oublier son absence première à Mayotte au profit d'un conseil municipal à Pau, même si c'était pour montrer l'importance des collectivités locales, et une erreur de communication sur les dates de son séjour, s'est rattrapé en présentant devant le Conseil départemental de l'archipel son plan « *Mayotte debout* »

avec pour mot d'ordre : « *Pas de phrases, des décisions concrètes et précises, des engagements concrets et précis* ». Encore faudrait-il que se manifestent rapidement le rétablissement de l'électricité dans chaque foyer, la volonté d'empêcher la reconstruction des bidonvilles ainsi que toutes les mesures financières attendues, fiscales, sanitaires ou sur l'éducation. À ce sujet, si Manuel Vals a su se montrer sobre, Élisabeth Borne s'est fâcheusement distinguée en tournant abruptement le dos à deux enseignants exposant les difficultés courantes du simple approvisionnement.

Pour en rester au 101^e département français, on notera l'accueil réservé à Marine Le Pen, qui l'a sillonné les 5, 6 et 7 janvier en ne critiquant pas trop le plan gouvernemental et, surtout, en se mêlant à la population. Déjà, à la présidentielle, elle y avait recueilli 59 % des voix, Jordan Bardella l'avait emporté aux européennes avec 53 % des suffrages exprimés et l'une des deux députées, Anchya Bamana, appartient au Rassemblement national. Là aussi, une autre ère semble s'ouvrir.

Jean-Gabriel Delacour

Vers un référendum ?

Lors de son allocution du 31 décembre, Emmanuel Macron a laissé entendre qu'il pourrait recourir au référendum. Est-ce bien raisonnable ?

Au soir de la Saint-Sylvestre, le président de la République a annoncé aux Français qu'il leur demanderait de « *trancher* » des « *sujets déterminants* » portant sur l'économie, la démocra-

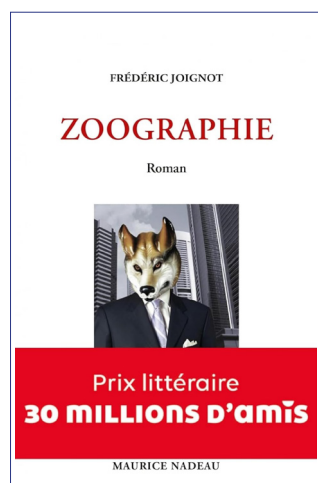
tie, la sécurité, les enfants. Le mot « référendum » n'a pas été prononcé mais le débat s'est ouvert sur un vaste champ d'hypothèses.

Emmanuel Macron peut recourir au référendum en invoquant l'article 11 de la Constitution. Il faut cependant que la proposition soit faite par les deux Assemblées – aujourd'hui, ce n'est pas envisageable – ou par le gouvernement. Or les équipes ministérielles ont acquis une large autonomie depuis quelques mois et l'accord gouvernemental sur un thème de référendum ne sera pas automatique.

C'est bien entendu la question à poser aux Français qui provoque l'embaras. La Constitution limite le champ du référendum aux projets de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, sur des réformes économiques et sociales ou sur la ratification de certains traités.

Ce dernier domaine est exclu car le souvenir du Non au référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen reste cuisant. Une question portant sur la politique économique et sociale exposerait Emmanuel Macron à un désaveu cinglant en raison de son impopularité et des vastes mouvements de révolte qui secouent la société française depuis plusieurs années.

Les questions relatives à l'immigration et à la fin de vie étant exclues du champ référendaire, il faudrait trouver un sujet relativement consensuel. La réforme du mode de scrutin par adoption de la proportionnelle est souhaitée par une majorité de Français mais il faudrait encore trouver une règle acceptable par les grands partis politiques. On sait que les candidats seront plus ou



PRIX 30 MILLIONS D'AMIS

Poule et escargot

Quand il était gamin, Frédéric Joignot habitait un pavillon à Torcy, Seine-et-Marne, avec un jardin et un poulailler. Pas étonnant que sa première meilleure amie soit une superbe poule, Lola, qui aimait se blottir dans ses bras. Il y avait aussi deux bergers allemands, Esope et Zigzag.

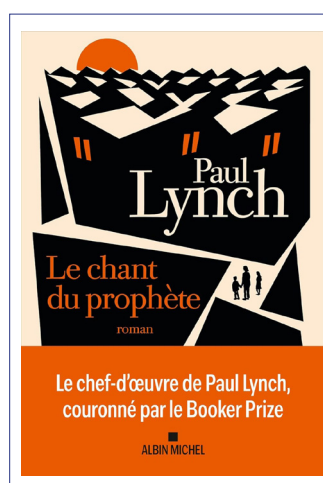
Au fil des ans, d'autres animaux ont suscité son admiration ou son inquiétude : fourmis, araignées, escargots, chevaux... Chaque espèce est source d'étonnement et d'apprentissage pour qui sait observer la nature.

« Zoographie », Frédéric Joignot, éditions Maurice Nadeau, 184 p., 19 €.

BOOKER PRIZE

Descente aux enfers

Les Stack forment une belle famille. Larry, le père, est syndicaliste enseignant. Eilish, la mère, est biologiste. Ils ont quatre enfants, du nouveau-né à l'adolescent. Depuis des mois, ils sont confrontés à un État



dictatorial qui détruit les libertés : arrestations, interrogatoires, disparitions, purges... Un jour, Larry est convoqué au commissariat, personne ne le reverra. Le fils aîné s'engage dans la résistance.

Pour protéger les siens, Eilish doit se battre seule contre un système qui la broie. Paul Lynch situe son récit dans une Irlande imaginaire qui rappelle les drames modernes porteurs de souffrance, d'exil et de mort. Ce roman à l'écriture serrée, qui prend aux tripes, a reçu l'équivalent anglais du Prix Goncourt.

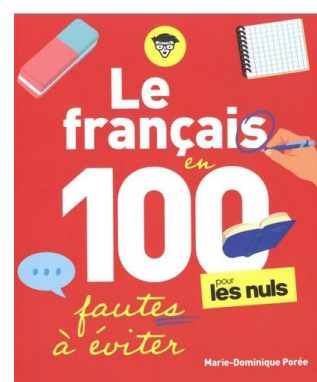
« Le chant du prophète », Paul Lynch, Albin Michel, 304 p., 22,90 €.

GRAMMAIRE

La bonne orthographe

« Partir à » ou « partir pour » ? « Quand » ou « quant » ? La langue française regorge de subtilités qui sont autant de pièges à éviter.

La grammairienne Marie-Dominique Porée a répertorié cent fautes orthographiques, lexicales ou syntaxiques parmi les plus répandues. Tests et astuces



illustrent son propos. Pour s'exprimer en bon français tout au long de l'année.

« Le français en 100 fautes à éviter pour les nuls », Marie-Dominique Porée, First éditions, 208 p., 14,95 €.

ART

Ciné et photo

Cinéma ou photographies, les images ont un pouvoir sur nos émotions et nos souvenirs. Gildas Lepetit Castel fait un parallèle entre ces deux médias qui s'enrichissent mutuellement. Objectif : inciter le cinéaste et le photographe amateurs à étudier la lumière et le cadrage, à penser le déroulement et l'esthétisme du récit, et au final à améliorer leur pratique.

« La grande histoire du climat », Lucas Pacotte et Clothilde Chamussy, Robert Laffont, 240 p., 19 €.



■ **Loisirs** : Le delphinarium Marineland, fondé en 1970, et qui comptait encore 103 employés permanents et faisait travailler 500 saisonniers malgré une nette baisse de fréquentation ces dernières années (de 1,2 million spectateurs en 2013-2014 à 425 000 en 2023-2024), a définitivement fermé ses portes le 5 janvier en application d'une loi de 2021 qui prévoyait l'interdiction des spectacles avec des céta-cés à partir de 2026. Le sort de ses deux orques, ses douze dauphins, ses otaries, loutres, flamants roses et requins et 4 000 autres animaux marins de 150 espèces différentes n'est pas encore fixé : transfert vers un autre zoo marin sur l'île de Ténérife ou vers un sanctuaire marin encore à créer en Nouvelle Écosse (Canada) ? Celui du site et de ses salariés est tributaire d'un éventuel nouveau projet de parc ludique.

■ **Disparition** : L'ancien ministre socialiste et scientifique Claude Allègre est mort le 4 janvier à 87 ans.

moins avantageés selon que la règle choisie : listes régionales ou départementales, scrutin à un ou deux tours, avec ou sans prime majoritaire...

Seule certitude : Emmanuel Macron ne cherche pas à consulter les Français sur un thème essentiel mais à poser une question qui ferait à coup sûr l'objet d'une réponse positive. C'est tellement difficile qu'il pourrait choisir la prudence et renoncer au référendum, comme il l'a déjà fait.

Claudine Uzerche

Haro sur les vieux riches !

En théorie, en ce début 2025, de 600 000 à 800 000 logements sont frappés d'interdiction d'être loués parce que considérés comme des « passoires thermiques » et à peu près autant de véhicules, considérés comme trop polluants, n'ont plus le droit de rouler dans les zones où habitent ou se rendent leurs propriétaires. Ces chiffres, d'ailleurs sujets à caution malgré la précision des registres de notre administration, étrangement équivalents, désigneraient-ils les mêmes personnes ? Partiellement.

Qui en effet, en France aujourd'hui, possède une vieille voiture et dispose d'un patrimoine immobilier, le plus souvent hérité ou acquis de longue date, pour faire un complément de revenu ? Vos parents ou vos grands-parents ! Ils sont plus riches en moyenne que les générations actuelles, car beaucoup ont bénéficié de longues années dans un emploi stable, avec une inflation favorable aux accédants à la propriété, et puis, ils viennent d'hériter de leurs propres parents puisqu'on hérite de plus en plus tard *. Ce sont eux qui sont le plus visés par les menaces d'augmentation d'impôt et par la non-revalorisation des retraites.

Personne ne pense qu'à 70 ou 80 ans, ils vont acheter une voiture électrique à 30 voire 50 000 euros, dont ils ne sauront pas se servir. Et qui pense qu'ils vont se lancer de gaité de cœur dans un coûteux programme de rénovation complète des logements qu'ils occupent ou qu'ils mettent en location alors qu'aucune rentabilité

à moyen terme n'est prouvée ?

Dans une enquête, plus de la moitié des gestionnaires de copropriétés ont indiqué que leurs clients n'avaient voté aucun projet. Parce qu'il n'y a pas de visibilité, parce qu'il n'y a pas de prestataires compétents, parce que l'argent est figé en épargne de précaution dans la crainte d'une crise économique que tout annonce ou en prévision d'une ruineuse fin de vie en Ehpad.

Quel est le plan de nos élites ? 1/ Racketter fiscalement les seniors les plus aisés puisque l'État français doit donner un signe aux marchés qu'il va essayer de rembourser au moins une petite part de sa dette colossale. 2/ Les obliger à céder leur patrimoine immobilier à des plus jeunes, qui peuvent faire un plan sur 20 ou 30 ans, et dont une petite minorité dispose de confortables revenus ainsi que de l'agilité intellectuelle pour se plier à de multiples obligations réglementaires passant par Internet. L'affaire sera bonne en théorie puisque les prix sont minorés par l'obligation de rénovation.

Le problème pour les (vieux) politiques centristes actuellement aux manettes, c'est que ces mêmes personnes que l'on s'apprête à dépouiller de leurs économies sont celles qui votent le plus, et pas vraiment à gauche. Mais comme il n'y a pas d'alternative et que les autres feront pire, la vieille volaille, aux vieilles voitures et aux vieux appartements, s'attend à être plumée sans réagir. Pendant ce temps-là, la machine à édicter des règles continue sa marche imperturbable par écologisme ou égalitarisme, par mépris des gens qui ont

travaillé, et incapacité à offrir un avenir à ceux qui devraient préparer la suite.

Paul Chassard

* C'était une des marottes du très vieux Marcel Dassault (1892-1986) dans les grandes tribunes qu'il s'offrait dans « Le Figaro » : que l'héritage aille directement des grands-parents aux petits-enfants qui l'investiraient au lieu de le planquer comme font les vieux héritiers. Que ne l'a-t-on écouté !

Électricité

On a vite oublié qu'il y a peu de temps la France manquait d'électricité. Du fait de la fermeture prématurée – pour des raisons idéologiques et non techniques – de la centrale de Fessenheim, et d'un problème de corrosion qui a mis à l'arrêt des centrales en 2022, la France devait acheter de l'électricité à ses voisins. Les règles du marché européens obligeaient notre pays à payer cette électricité plus cher que celle qu'il vendait parce que son prix était lié à celui du gaz (qui s'envolait pour cause de guerre en Ukraine)...

Ce scandaleux problème est désormais surmonté pour la France, qui a battu, en 2024, son record d'exportation avec 89 TWh d'électricité vendue, notamment à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne. Les chiffres de la consommation intérieure, en baisse, seront connus en février. Avec ses 56 centrales nucléaires et la récente mise en exploitation de l'« EPR III » de Flamanville, certains experts évoquent un problème de surproduction transitoire. La consommation intérieure risque en effet de ne pas progresser dans les proportions programmées, ne serait-ce que parce que le passage au tout électrique pour les au-

tomobiles risque d'être plus lent que prévu...

EDF veut construire au moins 6 nouvelles centrales nucléaires pour environ 70 milliards d'euros, sans en avoir le premier sou. On verra ce qu'il adviendra de ces promesses quand nous aurons un gouvernement. Il y aura aussi des fermetures de centrales anciennes, mais personne ne peut dire à quel horizon ni qui en payera le prix.

Le problème du jour est celui de la congestion périodique du réseau de distribution allemand. Il perturbe celui de ses voisins. La production d'électricité par les éoliennes du bord de la Baltique s'est développée plus rapidement que les réseaux acheminant cette électricité vers les industries du sud de l'Allemagne... Le trop-plein saisonnier d'électricité est reversé sur les réseaux hollandais, belge et Français qui le réacheminent vers la Bavière notamment. Le commissariat auprès du Premier ministre français « France Stratégie » relevait, dans un rapport de 2015, que ces « flux de boucle » sont peu ou pas rémunérés et que les industriels allemands en tirent un avantage concurrentiel indu. La Cour des comptes allemande a signalé, en mars 2024, que n'ont pas été réalisés les investissements pour distribuer au moins 70 % des capacités disponibles pour les échanges aux frontières, ainsi que le prévoient les accords européens. Cela empêche une interconnexion harmonieuse des réseaux nationaux.

Heureusement, si l'on peut dire, la Suède a décidé de freiner drastiquement son programme d'éoliennes en haute mer pour des raisons de stratégie militaire. Il de-

meure que l'investissement pour rattraper le retard des réseaux en Allemagne est évalué à 150 milliards d'euros et la Cour des comptes allemande parle même de 460 milliards pour réguler techniquement le marché allemand de l'électricité qui, du fait de l'intermittence des éoliennes ou du photovoltaïque, passe alternativement du trop au trop peu, mais est globalement déficitaire de 28,3 TWh par an.

Les industriels allemands menacent d'exporter leurs activités dans les pays où l'électricité est la moins chère. Chez nous ? Non, le marché est trop petit. Ce sera dans l'Amérique protectionniste mais antitaxes de Donald Trump et Elon Musk, voire dans l'Argentine libertarienne et riche de lithium de Javier Milei. Et toujours dans la Chine, qui construit de gigantesques barrages hydroélectriques et des centrales nucléaires à tour de bras. Sauf que la puissance industrielle de l'Allemagne n'intéresse plus du tout les dirigeants chinois qui ont leurs propres objectifs.

P. C.

Pour aller plus loin, lire le blog de Jean-Pierre Riou : <https://le-montchampot.blogspot.com>

Agriculteurs

Sous la pression de la Coordination rurale, le nouveau Premier ministre, François Bayrou, a décidé de recevoir les syndicats le 13 janvier, à la veille du début des élections aux chambres d'agriculture. Pour autant, la présidente de la Coordination rurale, Véronique Le Floch, a décidé de maintenir la mobilisation à laquelle son syndicat appelait à compter du di-

manche 5 janvier. Des cortèges de tracteurs ont donc convergé vers la capitale et vers diverses métropoles régionales dont Lyon.

Que peuvent espérer obtenir les agriculteurs du gouvernement dans les jours et les semaines qui viennent ? Tout d'abord l'inscription dans les budgets 2025 (PLF et PLFSS) de mesures liées à la fiscalité et aux retraites. Sont notamment concernés l'abandon du relèvement de la fiscalité sur le gazole (GNR), le régime d'embauche des travailleurs saisonniers, la fiscalité relative à la transmission des exploitations, celle se rapportant aux élevages bovins ainsi que le calcul des retraites agricoles (elles ne relèvent pas u du régime général).

Ensuite, doit être examiné et voté le projet de loi d'orientation agricole promis depuis 2022 et finalisé au printemps dernier. La dissolution a renvoyé son examen au Sénat à compter du 14 janvier 2025, une date qui ne doit rien à la censure mais au choix délibéré du gouvernement Barnier. Ce retard est malheureusement significatif de l'intérêt relatif porté jusqu'à aujourd'hui par le bloc politique central aux affaires agricoles depuis juillet dernier.

Signalons encore l'existence d'une proposition de loi émanant de sénateurs de la majorité sénatoriale pour « libérer la production agricole des entraves normatives », visant notamment à assouplir les exigences environnementales. Il a été examiné le 4 décembre dernier par la commission des affaires économiques du Sénat. Elle soulève d'ores et déjà l'hostilité des milieux écologistes.

Le résultat des élections aux chambres d'agriculture

ne sera connu qu'au début du mois de février, trois semaines avant le début du Salon de l'agriculture de la Porte de Versailles à Paris. Le premier trimestre 2025 s'annonce donc très chargé en matière de calendrier agricole.

Jean Bongrain

La valse des Cartes de vœux

On estime encore à 21 millions le nombre de cartes de vœux qui vont être envoyées en France dans le courant du mois de janvier. À cela s'ajoutent les SMS, les messageries des réseaux sociaux, le web, les mails, les appels téléphoniques, etc. Mais la bonne vieille carte de vœux demeure un élément indispensable de la communication.

Pour de nombreuses institutions et collectivités, au même titre que les cérémonies de vœux, c'est un passage obligatoire pour entretenir de bonnes relations avec ses administrés et ses clients, personnels et amis.

Il faut remonter au XIX^e siècle au Royaume Uni avec la création du timbre-poste et de la lithographie, en 1840 pour voir apparaître les premières cartes imprimées. À l'époque elles servaient également à souhaiter de bonnes fêtes de fin d'année et un excellent Noël. Mais il faut attendre 1940 en France pour voir disparaître la simple carte de visite au profit de cartes colorées. Le nec plus ultra est de rédiger sa carte de manière manuscrite, mais si vous avez des centaines de correspondants, la version imprimée sera privilégiée.

Avec le développement des technologies, le format

virtuel est venu s'ajouter, même si ces envois ne sont pas toujours lus, voire se perdent dans les méandres d'Internet en raison du poids des envois. Des sociétés spécialisées se sont créées pour proposer des services d'envois en nombre. On y verra également la transformation écologique qui prône la disparition du papier.

Reste que dans les premiers jours de janvier, rien ne vaut un petit déplacement auprès des personnes chéries pour présenter de vive voix, ses vœux pour la nouvelle année.

Philippe Buron Pilâtre

Les prisons au bord du gouffre

L'accumulation des données sur les prisons françaises met en lumière des problèmes systémiques qui demeurent irrésolus. L'aménagement de places supplémentaires, un sujet

ressassé depuis des décennies, a été porté par de nombreux gouvernements sans résultats significatifs pour endiguer la surpopulation carcérale. Le « plan 15 000 » par exemple, lancé en 2018 pour construire des places supplémentaires d'ici 2027, s'est embourbé dans des retards et des dépassements budgétaires. Initialement chiffré à 3,6 milliards d'euros, son coût devrait dépasser les 6 milliards en 2027. En attendant, la France a atteint un nouveau record avec une densité carcérale de 128,5 % au 1er novembre 2024.

Au-delà des chiffres, la crise des prisons françaises est aussi le reflet d'une société confrontée à une montée de la violence et de la criminalité. L'une des causes, souvent évoquée mais rarement traitée en profondeur, réside dans les difficultés d'intégration d'une partie des populations immigrées. En 2023, plus de 25 % des détenus étaient de nationalité

étrangère. Cette question est trop souvent éludée, laissant le terrain libre à des politiques pénales parfois perçues comme laxistes, accentuant ainsi la défiance des citoyens envers le système judiciaire.

C'est pourquoi il faut rechercher, comme veut le faire Bruno Retailleau, toutes les solutions facilitant l'expulsion des délinquants étrangers de façon à réduire les problèmes liés à la surpopulation, tout en allégeant les finances publiques.


Doit-on continuer à investir massivement dans des infrastructures inadaptées et dispendieuses ? Gérald Darmanin, fraîchement nommé garde des Sceaux, évoque une possible réorientation vers des unités pénitentiaires à taille humaine, adaptées aux courtes peines. Une idée saluée par Dominique Simonnot, contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, qui critique depuis longtemps ces « pa-

quebots ingérables ». En matière d'infrastructures, il est également nécessaire de rouvrir le débat sur les partenariats public-privé (PPP).

Bien que critiqués en raison de leur coût initial, ils avaient permis d'obtenir des résultats satisfaisants dans les années 2000. Dans un rapport de 2011, la Cour des comptes avait justement fait remarquer que la gestion privée demeure « incontestablement plus simple que la gestion publique ».

De manière générale, il ne s'agit pas seulement de construire davantage de places de prison, mais de repenser en profondeur le fonctionnement de notre système pénal et carcéral, pour garantir à la fois justice, sécurité et efficacité budgétaire.

Élodie Messéant



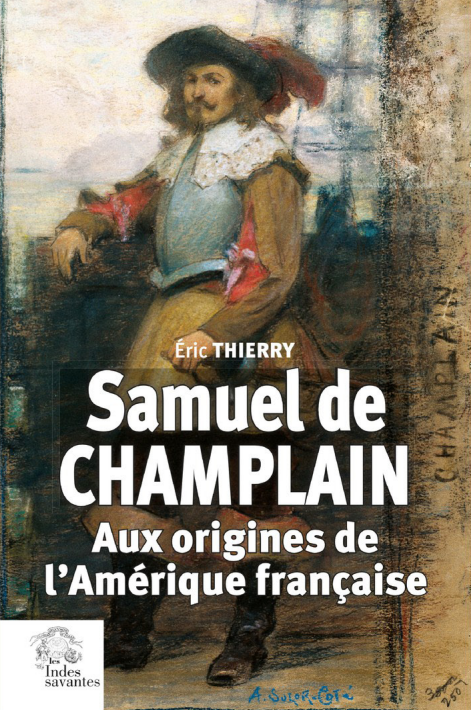
Eric Thierry

Samuel de Champlain.

Aux origines de l'Amérique française

Jeudi 9 janvier à 18 h 30

Librairie du Québec
20 rue Guy Lussac
75005 Paris
01 43 54 43 02
thierry@librairieduquebec.fr
www.librairieduquebec.fr



ÉRIC THIERRY
Samuel de CHAMPLAIN
Aux origines de l'Amérique française

Indes savantes

■ **Chine** : La Chine va lancer les travaux à Motuo (plateau du Tibet) du plus grand barrage du monde en amont du Brahmapoutre. La production d'électricité attendue serait de 60 à 300 TWh, trois fois supérieure à celle du barrage des Trois Gorges sur le Yang-Tsé-Kiang dans la province du Hubei, actuel détenteur du record mondial.

■ **Ukraine** : À la fin de son contrat avec le géant russe Gazprom, l'opérateur ukrainien GTSOU a mis un terme, le 1^{er} janvier, au transit de gaz russe qui passait encore par son territoire, notamment vers la Slovaquie et la Hongrie.

■ **Japon** : La compagnie aérienne Japan Airline a été victime d'une cyber-attaque qui l'a empêché de vendre ses billets le 25 décembre.

■ **Informatique** : Le spécialiste californien de l'intelligence artificielle Databricks, non coté en Bourse, a réussi une levée de fonds de 10 milliards de dollars fin décembre. Le réseau social Reddit était valorisé à 20 milliards de dollars à la fin de 2024 après la quadruplement de son cours de Bourse depuis mars.

Boualem Sansal

On avait pu croire, ces jours-ci sur les réseaux sociaux, que le président algérien Abdelmadjid Tebboune, 80 ans, visage débonnaire, allait gracier l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, 76 ans, arrêté le 6 novembre dernier à l'aéroport d'Alger alors qu'il rentrait chez lui à Boumerdès. Environ 2 500 condamnés, ont en effet bénéficié de la clémence présidentielle le 26 décembre. Mais le romancier aux longs cheveux en queue-de-cheval ne faisait pas partie du lot. Au contraire, le président l'a pris à partie comme « imposteur » et « agent de l'étranger » dans son discours sur l'état de la nation, prononcé devant les deux chambres de son Parlement le 29 décembre, et fixant sa feuille de route pour son deuxième quinquennat après l'élection présidentielle anticipée du 7 septembre 2024 où il a été « élu », au premier tour, avec 94,65 % des voix, excusez du peu...

Voici Sansal, tel Ati, le héros de son roman « 2084 : la fin du monde », directement aux prises avec une dictature qui l'avait né-

gligé jusque-là, par pur mépris de ce qu'il représente : un esprit libre. Ati remet en cause des vérités officielles qui ont remodelé l'histoire, voire la géographie. Il s'étonne de voir le peuple tenu dans la pauvreté et l'ignorance, tandis qu'une caste de privilégiés, s'autoproclamant par une « rente mémorielle », se partage l'énorme richesse nationale sans rien en faire de productif, sinon préparer une guerre aux enjeux plus intérieurs qu'extérieurs. Le roman a obtenu de nombreuses récompenses et un immense public. Il décrit un pays qui n'est pas sans rappeler l'Algérie d'aujourd'hui. Malgré sa richesse pétrolière et gazière et malgré ou à cause d'un héritage idéologique socialiste, les gouvernants de ce pays, ont tendance à traiter leur peuple de plus en plus en plus mal, d'où l'émigration d'une nombreuse jeunesse.

Dans l'empire universel dépeint par « 2084 », les déplacements sont limités à des pèlerinages, la propagande et le conformisme social ont effacé tout ce qui aurait pu rappeler un temps ou un lieu différents du temps présent et de ses modes de fonctionnement ronronnant. Corruption et conflits d'intérêts sont partout... Mais cette fable envoûtante évoque aussi bien l'URSS de jadis, que l'Occident décrit par Michel Houellebecq dans « Soumission », non sans rappeler certains aspects de l'Empire romain décadent... Sansal ne désigne pas clairement l'Islam comme l'idéologie menaçant toutes les libertés, mais décrit une sorte de religion post religions. Même si l'inventivité du voca-

bulaire nous ramène, souvent de manière drolatique, vers certains travers des islamistes. Mais les « méchants » de son histoire ne sont pas d'une pièce, et le peuple n'y est en aucun cas idéalisé... Bref, il s'agit d'une œuvre subtile, puissante, un chef-d'œuvre littéraire qui suffit, avec les autres œuvres, la plupart tout aussi réussies, de Sansal, à établir le rang de ce grand écrivain parmi ses pairs. Qu'avait-il besoin de se laisser aller à des interviews totalement libres et de se jeter ensuite dans la gueule du loup ? C'est son secret, son honneur également. Tant pis pour le régime algérien qui a décidé de le traiter comme un nouveau Soljénitsyne, tant pis pour la gauche française qui est manifestement incapable de se ranger dans le camp de la liberté par aveuglement idéologique ou petit calcul électoral. Sansal mourra-t-il dans les geôles algériennes ? Peut-être, mais il signerait là de son sang une œuvre qui n'avait pourtant rien à prouver. L'État algérien sera-t-il assez bête et fragile pour lui faire ce cadeau ? L'Histoire réserve tellement de surprises !

Frédéric Aimard

La Syrie envisage le modèle turc

Difficile de scruter la Syrie et d'y deviner l'avenir. Ses nouveaux dirigeants présentent un visage avenant, à l'image des costumes-cravates qu'ils ont adoptés à la place de leurs treillis. Les Occidentaux veulent y croire, tel Jean-Noël Barrot, char-

LA NATION FRANÇAISE

directeur de la publication : Frédéric Aimard.

Édité par Spfc-Acip,

60, rue de Fontenay. 92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre.

TVA intracommunautaire FR21418382149.

ISSN 2967-2988 - Imprimé par nos soins.

Abonnement 1 an : 30 euros à l'ordre de Spfc-Acip.

Merci de signaler aussi par mail, votre réabonnement

Paiement par virement. Rib sur demande.

frederic.aimard@gmail.com

■ **États-Unis** : Un conducteur de pick-up a foncé dans la foule dans le Quartier français de La Nouvelle Orléans au petit matin du 1^{er} janvier avant d'ouvrir le feu sur les forces de l'ordre. Un bilan faisait état de 15 morts et 40 blessés. Ce terroriste, Shamsud-Din Jabbar, 42 ans, né au Texas vétérans de l'armée américaine, a été abattu par la police. Un drapeau de l'État islamique a été retrouvé dans son véhicule et il a laissé une vidéo pour revendiquer l'attentat au nom de Daech.

Un Cybertruck Tesla a explosé devant la tour Trump de Las Vegas (Nevada) le 1^{er} janvier. Le conducteur, 37 ans, également vétérans de l'armée, est mort dans l'explosion et il y a eu 7 blessés. Les enquêteurs envisagent un lien avec l'attentat de la Nouvelle-Orléans.

■ **États-Unis** : Le 3 janvier le président Biden a fait savoir qu'il s'opposait à l'acquisition des aciéries U.S. Steel (dont le siège est en Pennsylvanie) par le Japonais Nippon Steel's qui en offrait 14,9 milliards de dollars. Les deux compagnies vont faire appel devant la justice américaine. Le président Trump, qui entre en fonction le 20 janvier, est également hostile à la cession d'un des fleurons (très mal en point devant la concurrence chinoise et indienne) de l'industrie américaine à son concurrent japonais.

■ **États-Unis** : Mike Johnson a été réélu speaker de la chambre des représentants le 3 janvier. Quatre représentants républicains avaient menacé de faire défection mais trois d'entre eux ont finalement plié

gé de l'Europe et des Affaires étrangères depuis le gouvernement Barnier après avoir servi Élisabeth Borne et Gabriel Attal : il dit avoir obtenu, avec son homologue de Berlin, Annalena Baerbock, des « assurances sur une large participation – notamment des femmes – à la transition politique ». Toutefois, la ministre allemande des Affaires étrangères n'a pu serrer la main du chef de l'État de facto, Abou Mohammed al-Joulani, qui préfère se faire maintenant appeler de son véritable nom, Ahmed Hussein al-Charaa. Celle-ci a demandé « de sérieuses garanties de sécurité pour les Kurdes, ainsi que l'intégration des forces kurdes » dans la nouvelle armée tandis que le chef de la diplomatie française s'entretenait avec les représentants chrétiens et diverses figures de la société civile. La veille du Nouvel An, le nouveau maître du pays a lui-même rencontré les dirigeants des diverses communautés chrétiennes ; les trois patriarches d'Antioche – grec-orthodoxe, syriaque-orthodoxe et grec – ont d'ailleurs publié un message commun invitant à la réconciliation nationale et au dialogue.

La chute de Bachar al-Assad a détruit le système de Damas, même si de nombreuses régions échappaient à son pouvoir. Sunnites, alaouites, chrétiens, Druzes et Kurdes, certains relevant de deux groupes, expriment ainsi un fort émiettement politico-religieux, puisque, par exemple, on dénombre six Églises catholiques différentes. La guerre civile a de plus provoqué de forts déplacements de populations, à l'intérieur et à l'ex-

térieur ; en Turquie, vivent quelque 3,5 millions de Syriens, pas toujours très bien vus de la population locale et considérés par Ankara comme un moyen de pression vis-à-vis de ses voisins et de l'Europe. Les incursions turques et la présence de forces syriennes pro-turques dans les zones frontalières exacerbent cette instabilité et on vient d'y déplorer une centaine de morts dans des combats contre les Kurdes. Par ailleurs, al-Joulani a déjà, dans la zone qu'il contrôlait, mis en place une stratégie identique à celle de Recep Tayyip Erdoğan, reposant sur l'islam sunnite, le nationalisme et la refondation de l'État.

Cela dit, il ne faut pas oublier qu'existent des données intangibles ne favorisant pas une profonde entente entre la Turquie et la Syrie. Elles tiennent d'abord à la géographie, aussi bien en ce qui concerne les eaux, dont les deux tiers de ce qui est disponible grâce au Tigre et à l'Euphrate sont contrôlés par la Turquie, qu'en ce qui touche l'accès à la Méditerranée, déjà limité en 1938 par la dévolution du sandjak d'Alexandrette à Atatürk. Elles concernent aussi l'Histoire, avec le souvenir de l'Empire ottoman dont la Syrie n'a pu s'émanciper qu'en 1918 et aussi les grandes heures de l'islam, qui n'ont pas été les mêmes à Damas et à Constantinople.

Jean Ètèvenaux

Les folies de Trump

Présentés comme des « caprices », les derniers

propos de Donald Trump sur le Groenland, le Canada et Panama doivent être pris très au sérieux.

Ils semblent nous ramener au dix-neuvième siècle où l'on pouvait acheter des territoires ; le secrétaire d'État américain William H. Seward s'y est particulièrement illustré en concluant le traité d'achat de l'Alaska avec la Russie en 1867 pour 7,2 millions de \$ de l'époque. C'est le même qui avait essayé d'acheter le Groenland ainsi que l'Islande, mais aussi les Antilles danoises (qui deviendront les îles vierges américaines après leur achat en 1916 pour leur proximité avec le canal de Panama, pour 25 millions de \$ - 587 millions de \$ d'aujourd'hui). Sous les présidents Abraham Lincoln puis Andrew Johnson, le républicain yankee avait compris avec l'expérience de la guerre de Sécession l'importance de disposer d'une marine et donc de bases navales tout autour du territoire. Il avait même envisagé une annexion du Canada avec lequel les relations étaient tendues.

L'achat de l'Alaska fut longtemps incompris et traité de « folie de Seward » (Seward's folly). Par « folie », il faut entendre ici une acquisition d'un domaine extérieur à la ville pour le simple plaisir, un luxe ostentatoire et inutile. On peut appliquer le même raisonnement aux propos du président élu. « Caprice » impliquerait que c'est une toquade sans précédent et sans lendemain. Or Trump avait déjà émis ces idées dès 2017. Il a de la suite dans les idées. Or aujourd'hui, leur actualité est encore plus forte qu'il y a sept ans. Il ne faut

devant le soutien affiché par Donald Trump et Elon Musk.

■ **Syrie** : Des Rafales et des drones français ont bombardé deux positions de Daech en Syrie le 29 décembre dans le cadre de la coalition antijihadiste internationale dirigée par les États-Unis. Les milices du nouveau gouvernement islamiste ont ratissé Homs le 2 février à la recherche d'anciens miliciens alaouites.

■ **Syrie** : Annalena Baerbock, cheffe de la diplomatie allemande et Jean-Noël Barrot, ministre français des Affaires étrangères, ont rencontré, le 3 janvier à Damas, le dirigeant islamiste Ahmad al-Chareh. On aura noté que celui-ci refusait de serrer la main d'une femme. Près d'un million de Syriens sont actuellement réfugiés en Allemagne et leur statut est au centre des débats électoraux car l'AfD réclame leur expulsion.

■ **Corée du Sud** : Les enquêteurs chargés d'arrêter le président Yoon Suk-yeol, démis par le Parlement, n'ont pu pénétrer dans le palais présidentiel le 3 janvier, face à des dizaines de milliers de manifestants et à la garde présidentielle.

■ **Église** : L'agence de presse Fides a publié le 30 décembre un bilan de 13 missionnaires catholiques tués en 2024, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo, en Afrique du Sud, au Cameroun, au Togo, Nigeria, Colombie, Équateur, Honduras, mais aussi Espagne et Pologne... Fides a répertorié 608 missionnaires tués depuis 2000.

pas les prendre au premier degré, mais comme des alertes préventives et des préconisations pour action.

Elles réagissent certes aux menées russes en Arctique (où Washington accuse des retards stratégiques et ne peut guère compter que sur une station radar à Thulé) et chinoises dans le contrôle des ports (Balboa et Cristobal aux deux extrémités du canal de Panama) et l'économie extractive au Groenland. Mais le concept global qui relie ces trois pays découle des anticipations du changement climatique. Le quotidien belge Le Soir ironise sur « le roi de la banque » qui voudrait édifier des tours Trump avec vue sur icebergs, en attendant que la côte se transforme en nouvelle Riviera. C'est idiot. Un simple regard sur une carte axée sur le pôle Nord et le cercle polaire montre la continuité géographique entre l'Alaska, le nord du Canada (aujourd'hui territoires autonomes inuits) et le Groenland pour la nouvelle route maritime du nord-ouest.

Le Groenland, qui en accédant au statut de territoire autonome, est sorti de l'Union européenne en 1985, pourrait vouloir se protéger en y revenant, comme l'Islande qui sera appelée à se prononcer par référendum en 2017 sur son adhésion. Le Canada pourrait également être amené à resserrer ses relations avec l'Europe (l'hebdomadaire britannique *The Economist* s'en fait l'avocat dans sa première édition de l'année).

Inversement le canal de Panama s'assèche dangereusement limitant le transit maritime par le sud. La reprise des intérêts français

(qui ne connaît pas l'affaire Panama ?) par les Américains (comme à Suez par les Britanniques) conduisit à la séparation du Panama de la Colombie et à la souveraineté américaine sur la zone du canal en 1903. Le défunt président Carter avait accepté en 1977 la rétrocession qui fut effective au 31 décembre 1999. La coïncidence de la revendication par Trump et des hommages ambigus rendus au président démocrate à l'occasion de son décès n'était pas innocent.

Dominique Decherf

Ambassadeur trop catholique ?

Donald Trump reste une formidable machine de communication et il sait faire flèche de tout bois. Il excelle à aller pêcher un peu partout ses soutiens et ses électeurs, comme l'ont montré les évolutions des votes des Afro-Américains, des Latins et des catholiques. Il a d'ailleurs choisi comme vice-président un catholique converti, J.D. Vance – décrit sans nuances par Wikipédia comme « *néoréactionnaire, conservateur nationaliste radicalisé et populiste de droite* » et tellement replié sur lui-même qu'il a épousé une hindoue pratiquante :)...

Venu à Paris pour l'inauguration de la cathédrale Notre-Dame restaurée, le nouveau président l'a définie comme « *quelque chose de bien plus grand qu'un bâtiment* ». Traditionnellement proche des évangéliques tout en ayant été baptisé presbytérien, il se dit volontiers « *non affi-*

lié » non sans manifester sa sympathie aux catholiques, qui ont voté à 58 % pour lui.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'il vienne de nommer comme ambassadeur auprès du Saint-Siège Brian Burch, qu'il a récemment défini comme « *un fervent catholique, un père de neuf enfants [... qui] aime l'Église et les États-Unis* ». Il a même précisé que le nouveau diplomate a fondé « *un des plus grands groupes de défense des catholiques dans notre pays* ». Celui-ci reste en effet surtout connu comme président de **CatholicVote**, un site web catholique conservateur et un groupe de défense qui a apporté un appui important à la campagne de Donald Trump, où il a investi 10 millions de dollars. Ce diplômé en philosophie politique de l'université de Dallas a consacré sa carrière à promouvoir les valeurs catholiques au sein de la société américaine.

N'ayant jamais hésité à contester certaines nouveautés du pontificat actuel telle la bénédiction non-rituelle de couples irréguliers au regard du droit canonique, de l'un ou l'autre sexe, il va donc se trouver aux premières loges pour suivre la politique vaticane.

Précý

Revue de presse

Proposée par

Benoist Mallet Di Bento

Consultant IC-Intelligence Culturelle et francophonie, Administrateur du pôle francophonie au CAS et au PEA

Mayotte

À l'initiative de Mayesha Espoir et de l'Association des anciens élus de Mayotte présidée par Ibrahim Bacar, président de la délégation du Partenariat EurAfricain à Mayotte, un appel aux dons a été lancé pour le Partenariat EurAfricain et le Carrefour des Acteurs Sociaux :

« La gravité de la crise qui frappe le département de Mayotte appelle à une mobilisation d'ampleur. La légitimité du Carrefour des Acteurs (CAS) et du PEA à intervenir tient à leur présence sur le terrain depuis des années à travers l'enracinement de l'association Mayesha Espoir que préside Arafat Mbae, administratrice du CAS. La notoriété de Mayesha Espoir qui coordonne l'activité d'un réseau de coopératives à Mayotte, sa réactivité et son implantation nous ont conduit à lui confier la gestion des dons qui résulteront de cet appel. Mayesha Espoir s'est récemment illustré par l'organisation d'une représentation de coopératives mahoraises à la 5^e foire Internationale de la production Africaine à Dakar marquant ainsi la place de ce département français dans le concert des acteurs économiques africains.

Votre soutien pourra se matérialiser au moyen d'un virement bancaire, les fonds étant prioritairement destinés à l'aide au logement et aux secours de première urgence (eau, sécurisation

des jeunes, soutien aux familles...) sous la direction du bureau de l'association. Mayesha Espoir Diversité qui est immatriculée dans le département de l'Ardèche.

Avec cet appel à la solidarité le Partenariat EurAfricain illustre son intérêt pour la France d'Outre-Mer marqué le 17 juillet par une remarquable conférence relayée par la revue ECO AUSTRAL ».

dircas.mbox@cas-france.org

Philippe Laburthe Tolra

Les personnes désirant s'associer à la préparation de la journée dédiée à la mémoire et aux travaux de Philippe Laburthe Tolra sont invitées à rejoindre le groupe de travail constitué autour du Professeur Jean Luc Nahel, conseiller aux relations internationales (France université).

<https://www.muframex.fr/entretien-avec-jean-luc-nahel-conseiller-relationsinternationales-france-universites/>

OEP

L'Observatoire européen du plurilinguisme a bientôt 20 ans au service du plurilinguisme et de la diversité culturelle. Pour ce 100^e numéro de la Lettre de l'OEP lance une souscription exceptionnelle et pour justifier cette démarche son président M. Christian Tremblay nous invite « Si vous ne connaissez pas ce que fait l'OEP, vous pouvez faire une recherche avec ChatGPT en commençant par "Que dit l'Observatoire européen du plurilinguisme (OEP) sur... ?" Lisez aussi ces lignes et vous comprendrez. Mais vous ne saurez pas qu'en 2023 et 2024 nous avons engagé quelques dépenses pour le renouvellement du site Internet, et que la mo-

destie de nos ressources associatives justifie que nous fassions exceptionnellement appel à vous... »

<https://www.observatoireplurilinguisme.eu/>

Avenir de la langue française (ALF)

Madame Chrystel Guéné, secrétaire d'Avenir de la langue française (ALF) propose régulièrement une « Alerte d'actualité » incontournable sur la langue française. Abonnement : avenir-alf@laposte.net

Québec

Eric THIERRY est l'auteur de *Samuel de Champlain. Aux origines de l'Amérique française*, il proposera une conférence à la Librairie du Québec à Paris, le 9 janvier 2025, sur inscription.

<https://www.librairieduquebec.fr/actualites/Eric-Thyerie---Samuel-de-Champlain.-Aux-origines-de-l'Am%C3%A9rique-fran%C3%A7aise-1181.html>

Eau

Une conférence sera donnée par Jean-François Donzier, ancien Directeur-général de l'Office International de l'Eau, Membre du Conseil d'Orientation Stratégique chez Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), référent « Eau » pour la Carrefour des Acteurs Sociaux sujet retenu « *L'eau une priorité pour l'agriculture, l'agriculture une priorité pour la gestion de l'eau !* »

Cette conférence s'inscrit dans un souci constant d'adhérer aux réalités sociales. Le monde agricole qui lutte pour sa survie (et donc pour notre modèle de civilisation) est non seulement menacé par les lois du marché mondialisé mais presque autant par des aléas climatiques indolores pour les autres acteurs du monde économique. Entre tempête clima-

tique et tempête sociale le monde agricole français est en perte de vue.

Faisons de la conférence que donnera Jean-François Donzier l'occasion d'une manifestation de solidarité avec le monde agricole. Date et lieu seront précisés ultérieurement.

dircas.mbox@cas-france.org

Biennale de la langue française

À Paris fin janvier 2025, Madame Cheryl Toman, Professeur titulaire de la chaire de langue française à l'Université d'Alabama (EUA), présidera le conseil d'administration de la Biennale de la langue Française.

<https://www.biennale-1f.org>

République Centrafricaine

Par suite du succès de la journée organisée par le professeur Victor Bissengué, Jean-Pierre Mara et Robert Fopa sur l'édition en RCA il est envisagé un groupe de travail sur les propositions à faire pour améliorer la législation. Cette question pourrait figurer l'OJ d'une prochaine du comité de pilotage du Partenariat EurAfricain. Renseignement : Jean-Pierre Mara.

jpmaral4@gmail.com

Vietnam

La Maison de la francophonie de Dalat lance le projet « Maison Alexandre Yersin », du nom du pasteur franco-suisse, devenu citoyen d'honneur du Vietnam, qui est considéré comme le père fondateur de Dalat. C'est sous cette figure tutélaire savante, et dans le respect de son action, que s'inscrit la *May* ("chance" en vietnamien). Afin de convaincre de la faisabilité

du projet, Son directeur, Nicolas Leymonerie appelle au soutien de toute organisation ou personne dans la promotion de la francophonie.

https://drive.google.com/file/d/1BUcNYW1e9p6W7p6xg-hD_f-sRO8PM8HKa/view

Antiesclavagiste

François-Auguste (les prénoms sont parfois inversés) Perrinon présente la caractéristique d'être le premier métis (à l'époque et aux Antilles, l'expression « mulâtre » était privilégiée pour le rejeton d'un parent de peau noire et de l'autre de peau blanche) à intégrer l'École Polytechnique (X), ainsi qu'indiqué dans le portrait de Sosthène Mortenol

<https://www.lajauneetarouge.com/francois-auguste-perrinon-x1832-polytechnicienantiesclavagiste/>

Jeux de la Francophonie en République d'Arménie

Madame Zhanna Andreasyan, ministre de l'éducation, des sciences, de la culture et des sports de la République d'Arménie : Les Jeux de la Francophonie sont « une étape supplémentaire dans notre politique »

<https://africa.womensports.fr/femmes-d-influence/zhanna-andreasyan-ministre-deleducation-des-sciences-de-la-culture-et-des-sports-de-la-republique-darmenie-les-jeux-de-la-francophonie-sont-une-etape-supplementaire-dans-notre-55106.shtm>

Ouganda

La France a lancé en Ouganda une initiative visant à favoriser l'apprentissage du français, projet mis en oeuvre par l'Alliance française de Kampala

<https://ecomnewsafrique.com/2024/12/18/afrique-la-france-a-lance-en-ouganda-une-initiative-visant-a-favoriser-lapprentissage-du-francais-projet-mis-en-oeuvre-par-lalliance-francaise-de-kampala/>

Jean-Baptiste Morvan : un maître de conservatisme ?

De la fin des années quarante au début des années 2000, Jean-Baptiste Morvan, par ailleurs professeur de lettres à Dinan, publia peut-être, en plus de poèmes, de contes ou de conférences, 2 000 chroniques littéraires, pour l'essentiel dans les hebdomadaires monarchistes issus de l'Action française de Charles Maurras : *La Nation Française* de Pierre Boutang, *Aspects de la France* de Pierre Pujol... Des textes assez longs, nourris de références à l'actualité politique ou philosophique, mais évoquant aussi des promenades et visites touristiques, l'écoute d'œuvres musicales, des peintres, et surtout des lectures bien classiques pour un professeur (Pascal, Jean-Jacques Rousseau ou Chateaubriand et

Stendhal...). Ils expriment une manière typiquement « réactionnaire » de sentir les choses, mais avec tellement d'élégance, de modestie et même parfois d'autodérision qu'on ne peut être que charmé par un style qui, si l'on se fie au recueil qui vient d'être publié, n'a pas du tout vieilli.

Jean-Baptiste Morvan aimait à répéter qu'il entendait « penser clair et marcher droit » selon une rengaine de camelot du roi, mais il s'autorisait des pas de côté qui le rendent éminemment sympathique.

Ainsi sur une conférence du R.P. Riquet donnée, en 1961, dans une loge maçonnique à Laval : « *En d'autres temps, j'aurais peut-être accueilli cette nouvelle avec une amertume un peu sarcastique : ces combats de jadis, des exécutions, ces fes-*

qui compta dans ses rangs Mozart et mon grand-père. Le rapprochement peut paraître saugrenu, mais j'ai besoin de ces raisons-là. »

Dominique Decherf a fait le travail de bénédictin de dépouiller ces chroniques et d'en sélectionner une soixantaine. Il en a

découpé certaines puis les a réassemblées par thèmes. Le résultat est ce merveilleux livre de 250 pages de petit format dont on ne peut lâcher la lecture dès qu'on s'est laissé prendre par la petite musique jouée par cet esprit fin et têtu dans lequel Dominique Decherf veut voir « *un Scruton français* » : « *Pourquoi aller chercher ailleurs les linéaments d'un conservatisme français ?* » essaye-t-il de nous convaincre dans sa très intéressante introduction. À l'heure où

une jeune droite journalistique cherche à renverser le monopole culturel de la gauche, et s'intéresse en effet à la philosophie politique du Britannique Roger Scruton (1944-2020), peut-être pourrait-elle revisiter cet « *imaginaire d'Action française* » qui a encore si mauvaise presse ?

Frédéric Aimard

Jean-Baptiste Morvan, « Un imaginaire d'Action française », textes rassemblés, présentés et annotés par Dominique Decherf, Éditions de Flore, 10 euros. <https://www.librairie-de-flore.fr/auteur/jean-baptiste-morvan/>



Un grand Louis

par Dominique Decherf

« **P**eut-on dire la vérité sur de si nobles martyrs ? » Le réalisateur italien Gianluca Jodice a entrepris de répondre à cette interrogation lancinante de l'historien Jacques Bainville qui n'avait jamais pu s'y résoudre de son vivant. Dans son film *Le Déluge*, tout sonne faux et pourtant il atteint une vérité plus vraie que nature. Il est servi par une interprétation exceptionnelle de sobriété et de présence de la part de Guillaume Canet, méconnaissable tant il habite son personnage dans les méandres de ces cinq mois de réclusion à la prison de la Tour du Temple.

Au premier acte, puisque la théâtralité l'emporte sur le film, « *Des dieux* », on montre une reine et un bourgeois gentilhomme, un honnête homme qui, selon son épouse, a seulement le malheur d'être roi. Plus on avance pourtant, quoique l'acte deux s'intitule « *Des hommes* », c'est le roi qui se fait reconnaître, au moment même où on ne l'appelle plus que Louis Capet, la reine redevient une femme, qui avoue sa peur et implore protection de son mari, un benêt, selon elle, qui ne comprend pas ce qui se passe, qui n'a jamais rien compris de son existence. Que non : Louis a tout compris, il a tout vu. Jodice s'inspire quelque part de Robert Benigni qui protège son fils dans le camp de concentration où ils ont été déportés (*La vie est belle*). Plus que jamais,



© FABIO LOVINO

Louis est roi, il est au-dessus, et bientôt au-delà. Nul besoin de dire que Louis devient encore plus grand dans le troisième et dernier acte, « *Des morts* ». Jodice a la bonne idée de ne pas nous montrer le supplice mais de nous le faire voir par les explications que le bourreau Sanson donne au roi qui lui demande dans le détail comme cela va se passer, techniquement, jusqu'à la taille en biseau du couteau de la guillotine. Entretien apocryphe ou astuce de metteur en scène, plus vrai que véridique, où Louis révèle sa dignité, sa sérénité, sa hauteur de vues.

Tout ce qu'il demande au comité révolutionnaire, un délai pour se préparer religieusement, un adieu sans témoins à sa famille, un rasoir, il n'obtient d'abord que le moindre mais le plus important, le rasoir. Il ne fallait pas arriver à la « *cérémonie* » avec une barbe de quelques semaines (on avait confisqué tous les articles coupants, y compris les couverts). Finalement il y aura bien une scène d'adieux et un confesseur, le fameux Edgeworth.

Et la Révolution française là-dedans ? Les massacres de septembre, Valmy ? Louis bénéficie

d'une riche bibliothèque. Il débat de la philosophie de la raison avec le jeune procureur de la Commune, sympathiquement traité. Le parti pris du réalisateur a été d'isoler totalement la relation de la détention de l'actualité hors les murs. Le procès du roi est la toile de fond et pourtant rien ou presque ne filtre. C'était le seul moyen de traiter son sujet au fond des consciences, sans être distrait. Rien ne pouvait altérer le cours de l'histoire arrêtée dès le premier jour de l'enfermement. La reine ne cesse de se débattre car elle s'estime prise au piège. Elle a le sentiment inaliénable de sa dignité native d'archiduchesse autrichienne plus encore que de reine de France qu'elle n'est devenue que par mariage. Elle ne saurait déchoir. Louis, lui, est roi de naissance, de droit divin ; quoi qu'il arrive, il est l'homme du destin.

Le spectateur ne pensera plus à Louis XVI, le 21 janvier (date anniversaire de sa mort), de la même façon après avoir vu ce film. ■

Le Déluge, Gianluca Jodice, avec Guillaume Canet (Louis XVI) et Mélanie Laurent (Marie-Antoinette). Librement adapté du « journal » de Jean-Baptiste Cléry, seul valet demeuré auprès du roi jusqu'à sa mort.

PS contrairement à ce que l'on croit, le titre du film n'est pas tiré du mot apocryphe de Louis XV « *Après moi le déluge* », mais du déluge de pluie le matin du 21 janvier